

7 Jours

Filpac CGT

N°74 - 14-02-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin ([gersin@filpac-cgt.fr](mailto:gersin@filpac-cgt.fr))

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - [www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

# Résistance !

**Le Front national s'en prend directement à la CGT** en manipulant certains esprits faibles, qui confondent lutte sociale et croisade raciste contre les travailleurs immigrés. Cette idéologie a été au pouvoir sous l'Occupation et en Algérie française. Seule l'enveloppe est rajeunie. Le Front national prétend représenter les ouvriers, quelle manipulation. Il récupère toutes les déceptions et toutes les haines de la tradition d'extrême droite. **Résistance !**

**La contrepartie première du « Pacte de responsabilité » Hollande-Gattaz, c'est le boulevard offert au Front national.** A transformer les exigences du patronat en orientation gouvernementale, Hollande s'en prend à ceux d'en bas, ceux qui l'ont élu, et donne raison au FN qui trace un trait d'égalité entre PS et UMP. Le désastre est annoncé dans les chiffres du chômage, dans l'opinion et dans les urnes. Ce désastre n'est pas le nôtre. **Contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit. Résistance !**

**Le patronat ne rencontre que des luttes locales,** lui qui agit à l'échelle internationale et qui se moque de toute responsabilité sociale. Pour les propriétaires, rentiers, banquiers et financiers, l'heure est venue d'en finir avec la protection sociale et les cotisations qui leur ont été imposées à la Libération. Libres d'utiliser tous les paradis fiscaux en toute légalité, ils s'en prennent à la moindre survivance de la légalité sociale. Ils veulent tout, tout de suite. **Résistance !**

**Le syndicalisme est à un tournant.** Dans l'agenda gouvernemental fait de pseudo négociations, il est censé se comporter en « partenaire social » réduit à balayer les dégâts des licenciements massifs, de la croisade contre le salaire – le coût du travail - et le chômeur et pour les profits. Il est sommé d'entrer dans l'union sacrée pour la compétitivité. Ou de se voir opposer un refus massif de la moindre négociation nationale. Après le « Pacte », le syndicalisme devra attendre sagement, muet, le résultat du désastre électoral à venir.

**Alors ?** Nous nous laissons gagner par la démoralisation, la déprime, nous qui n'avons pas digéré l'issue des manifestations de 2010 sur les retraites, nous qui avons enregistré un nouveau recul sans bagarre réelle avec la désindexation des pensions et la barre montée à 43 annuités ? **Ou bien nous nous engageons à remonter le tas de sable, malgré les obstacles ?**

**Les propositions de la Filpac sont - au verso de ce 7 Jours 74 - contenues dans l'intervention de Marc Peyrade au Comité confédéral national de la CGT les 11 et 12 février.** La plupart des organisations présentes, unions départementales et fédérations, étaient en phase, en accord même avec les perspectives avancées. Preuve que les forces vives de la Cgt ont l'esprit de résistance. Pour autant, nous ne devons pas nous laisser asphyxier par un agenda rempli de fausses négociations : Unedic en ce moment, Pacte le 27 février, et aller et retour de la loi antisyndicale sur la formation professionnelle.

**Résistance veut dire : « créons l'événement, reconquérons la place de la question sociale, évacuée aujourd'hui ». Telle notre tâche, qui ne demande qu'à être partagée. Résistance !**

**Les tensions auxquelles la CGT est soumise sont telles que les réponses à apporter à notre corps militants ne peuvent pas être différées.**

Il y a le feu au lac. Et sacrément ! L'entreprise patronale de déstabilisation syndicale par le droit absolu de licenciement consacré par l'accord ANI de juin 2013 fait des ravages partout.

On nous promet un fascisme au pouvoir pour demain. On nous explique qu'il n'y a pas d'autre alternative que l'austérité, l'impératif compétitivité-baisse des salaires, et maintenant la chasse aux chômeurs sommés de prendre n'importe quel job. Et on nous enjoint par dessus le marché de nous ranger derrière la bannière gouvernementale et sa politique libérale, sinon nous ferions le jeu de la nouvelle Jeanne d'Arc, vers laquelle se tendent et se tournent tous les micros et toutes les caméras.

Moyennant quoi, nous ferions bien de passer en mode furtif jusqu'aux élections municipales et européennes et de faire comme la très réaliste et très intelligente CFDT filer le train au Medef, au pacte de responsabilité en attendant une énième conférence sociale dont on sait qu'elle sera sous la pression d'une procédure parlementaire ou le gouvernement engagera sa responsabilité.

**Alors quoi ?** Attendre les résultats des élections de mars et de juin prostrés dans l'inquiétude, ou agir ?

C'est ici avec les orgas du CCN que la CGT détermine et valide sa stratégie. En toute indépendance.

Convaincre qu'on peut peser par l'action collective dans la situation, influencer sur le cours de la vie sociale, rebâtir le rapport de force, ça se communique. Et nous devons être convaincu nous mêmes que c'est possible, que tout n'est pas déjà joué d'avance. C'est la condition pour retrouver une crédibilité qui s'effrite.

Je veux parler là d'un problème énorme que nous rencontrons tous dans nos organisations, **celui d'une forme de démoralisation que l'intériorisation de la trahison de celui qui a recueilli les voix de la gauche à l'élection présidentielle accentue.** Comme si nous étions lié au gouvernement par un contrat institutionnel.

**A présent, l'arrogance de l'extrême droite est sans limite.** Exhumant un antisémitisme inouï, sans renoncer à un racisme anti-immigré, un nouveau personnel fasciste réhabilite une idéologie de la haine tout azimut, qui emporte l'adhésion d'une partie de la droite catholique et traditionnelle. Dans la rue, sur les médias traditionnels et sur le Net, elle alimente en bobards provocateurs sa politique subversive.

**Dans la période qui s'ouvre il ne s'agira pas pour la CGT de seulement programmer des journées d'action, mais bien de s'engager à agir.**

De notre point de vue la CGT se doit impulser et proposer d'urgence un vaste mouvement syndical unitaire contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit.

Nous connaissons tous le piège de la situation : **le parti au pouvoir voudrait une union sacrée contre l'extrême droite comme couverture de sa politique d'austérité.**

Nous nous devons marcher sur nos deux jambes et on ne fera pas l'unité en oubliant l'austérité.

Voilà pourquoi la mobilisation syndicale à construire doit combiner la lutte contre l'extrême droite et nos revendications de conquête sociale.

**Dans ces conditions nous pensons qu'il est possible de proposer aux autres confédérations un front unitaire contre l'austérité et l'extrême droite.** Ce qui permettrait de participer à toutes initiatives unitaires – comme celle du 18 mars - sur une base claire.

De nombreuses initiatives sont programmées au niveau des professions et des territoires dans les semaines qui viennent. Elles sont complémentaires et démontrent un climat de lutte sur lequel nous pouvons construire des convergences plus larges.

**Pour la Filpac nous organisons deux rassemblements nationaux l'un le 20 février à la Défense siège de l'entreprise Stora Enzo pour que soit préempté par l'Etat la papeterie de Cobehem et l'autre le 6 mars devant le ministère de la culture et de la communication contre les licenciements dans la presse et pour l'avenir d'une information libre et pluraliste.**

Actuellement le capitalisme numérique ne ménage aucune « transition », les investissements massifs et la dictature financière qu'il impose précipitent la mort subite d'un nombre croissant de titres. Sans que le bout du tunnel ne soit jamais envisagé, **car le modèle économique est détenu par les géants du net, ce qui ne laisse aucun répit aux sociétés d'information en général et en particulier à celles de la presse écrite.**

Enfin, la Filpac s'inscrit avec les fédérations participant à la commission politique industrielle confédérale dans l'organisation d'initiatives de rassemblements dans les territoires et à Paris, courant avril pour mettre sur le devant de la scène sociale les enjeux d'une véritable politique industrielle européenne sur la base de la résolution du comité exécutif d'IndustriAll adoptée à l'unanimité en juin dernier. Résolution qui condamne les politiques européenne d'austérité à propos desquelles notre campagne sur le coût du capital nourrit une démarche revendicative offensive.

